l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 08/06/2020

Police, Macron, Castaner… patrons : ils nous empêchent de respirer !

Depuis plus d'une semaine et malgré les interdictions, des manifestations regroupent partout des dizaines de milliers de jeunes qui dénoncent les violences policières. Tous font le lien entre la mort à Minneapolis de George Floyd, étouffé par un flic raciste et celle, ici, d'Adama Traoré en 2016, lui aussi mort entre les mains des flics. Le 30 mai, des manifestations, importantes également, avaient regroupé des sans-papiers pour exiger leur régularisation. Ça barde dans les rues… et Macron préfère se taire, confiné à l'Élysée !

Jeudi dernier, on découvrait que, dans un groupe Facebook de près de 8 000 personnes, des policiers et des gendarmes se lâchent à grand renfort de publications racistes et sexistes. Dans un podcast mis en ligne par Arte Radio, on peut entendre un policier noir de Rouen rapporter les propos racistes et même fascistes que profèrent six de ses collègues sur une boucle WhatsApp. Mais le gouvernement prétend toujours que les États-Unis n'ont rien de commun avec la France : selon lui, ici, la police protégerait la population et si quelques agents se révèlent coupables de racisme, ce ne sont que des brebis galeuses que l'institution expulse avec vigilance… Tu parles !

Des deux côtés de l'Atlantique

Aux États-Unis, le racisme est hérité de l'esclavagisme et le capitalisme s'y est bâti sur les fortunes qu'il a permises. Mais est-ce différent d'ici, où le racisme est le stigmate du colonialisme français en Afrique et ailleurs, mais aussi de l'esclavage aux Antilles ? Comment oublier que l'esclavage aux Amériques était alimenté par les bourgeois de Bordeaux, La Rochelle ou Saint-Malo qui enlevaient des esclaves en Afrique pour les vendre là-bas ?

Des deux côtés de l'Atlantique, la police a le même rôle : faire respecter « l'ordre », c'est-à-dire empêcher toute remise en cause par « ceux d'en bas ». Et, puisque les capitalistes s'appuient sur les idées racistes ou sexistes pour opposer les travailleurs les uns aux autres, quoi de plus normal que ces idées puantes se retrouvent en version concentrée dans les commissariats ?

Les politiciens cherchent à calmer le jeu…

Aux États-Unis, les politiciens du Parti démocrate tentent de détourner la colère des manifestants vers un vote anti-Trump en novembre prochain. Mais, avec l'impact de la crise du Covid-19 et le chômage massif, pas sûr que les vieilles recettes fonctionnent. La maire de Washington, une démocrate noire, a rebaptisé une place « Black Lives Matter » (les vies noires comptent), mais des manifestants lui ont répondu qu'ils auraient préféré une baisse du budget de la police et une hausse des budgets sociaux !

Les violences policières sont le pendant répressif de la violence que représentent les licenciements, le chômage et la pauvreté. La crise sanitaire a tout aggravé et a amplifié la colère qui s'exprimait dans les rues depuis deux ans et demi en France, depuis des mois un peu partout dans le monde, d'Alger à Santiago, en passant par Hong-Kong et Tripoli au Liban. Aujourd'hui, cette colère envahit les rues de toutes les villes des États-Unis et c'est un immense espoir pour les opprimés du monde entier.

… Pas sûr que ça marche !

Partout, les jeunes ont montré qu'ils faisaient le lien entre la violence des flics et celle que représentent l'exploitation et la misère.

Alors, il faut suivre les jeunes ! Et ne pas hésiter à « coaguler » les colères, contre le racisme, mais aussi contre toutes les violences imposées aux travailleurs, contre l'état des hôpitaux délaissés par les budgets, contre les licenciements financés par les milliards distribués par l'État. Les manifestations actuelles imposeront peut-être des condamnations de policiers, et des expulsions de « brebis galeuses », voire, aux États-Unis, des restructurations de la police comme cela vient d'être décidé à Minneapolis, mais elles peuvent aussi être le début d'une lutte pour une autre société, débarrassée du capitalisme, de ses violences racistes et sociales.

Rassemblement place de la Révolution 16 juin 2020 à 14 heures

– Pour une réelle augmentation des salaires pour tous ;
– pour l'augmentation des moyens humains et matériels ;
– pour l'arrêt des fermetures d'établissements, des services et des lits, et la réouverture de ceux qui ont été fermés ;
– contre la remise en cause du temps de travail : « on veut gagner plus, mais pas travailler plus ».

Parce qu'on ne peut pas faire confiance au gouvernement, parce que nous avons montré notre force pendant la pandémie, montrons notre détermination pour défendre nos intérêts et ceux de la population !

Le Ségur de la santé : voilà un début qui ne laisse rien présager de bon

À la suite du départ de médecins du service SSR (soins de suite et réadaptation), 15 lits sur 27 fermeront fin juin. Ce secteur prend en charge, entre autres, des patients de l'hôpital qui ont souffert du Covid-19 et dont l'état nécessite une rééducation lourde.

La direction assure que cette situation est temporaire, mais les équipes, très démoralisées, en doutent… Personnels et patients vont être éparpillés dans d'autres secteurs.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul

Il y a quelques années, l'ARS (Agence régionale de santé) et la direction ont mis en place une troisième équipe au Smur pour assurer la sécurité sanitaire de la population. Aujourd'hui, pour faire des économies, ils veulent la supprimer pour renforcer l'effectif du SAU !

Les camarades des urgences ne réclament pas le partage de la misère. Ils demandent une réelle hausse des effectifs, pour pouvoir prendre en charge dans de bonnes conditions tous les patients.

On n'en a rien à faire des médailles et des défilés

Après la promesse d'une médaille en chocolat, celle d'une cérémonie pour les soignants le 14 juillet, un obscur haut fonctionnaire en retraite propose que le premier médecin mort du Covid-19, entre au Panthéon, en hommage à tous les soignants qui se sont dévoués pendant l'épidémie.

Si le gouvernement veut réellement reconnaître notre travail, qu'il augmente nos salaires d'au moins 300 euros, embauche massivement et arrête les fermetures de lits !

Quand le jour d'après ressemble à celui d'avant

En Haute-Saône, il y a un Smur à Vesoul, un à Lure et celui de Luxeuil a été fermé depuis un peu plus d'un an. Depuis le début de la crise du Covid, il n'y a quasiment plus de service d'accueil d'urgence dans cette zone. Les habitants des communes du sud des Vosges sont à l'écart de tous services médicaux d'urgence.

Mais pour l'ARS, *« le CH de Lure appartient à un groupement hospitalier, donc n'est pas tout seul et la stratégie consiste bien à garder un maillage sur ce secteur »*… Joli exemple de la langue de bois !

Amiante : le CHRU définitivement condamné

Le 21 avril, la Cour de cassation a condamné l'hôpital pour avoir exposé ses salariés à l'amiante. C'est une première en France concernant un établissement public. Il avait été condamné à 40 000 euros d'amende avec sursis lors du premier jugement, en 2016. Les camarades qui ont été exposés doivent encore déposer un dossier auprès du tribunal administratif pour obtenir une indemnisation.

Certes le CHR est condamné, mais pour l'hôpital, et plus largement l'État, la vie et la santé des travailleurs vaut 40 000 euros avec sursis.

Reconnaissance professionnelle pour tous

En mars, le ministre de la santé avait annoncé que pour les soignants, il y aurait *« une reconnaissance automatique comme maladie professionnelle avec indemnisation en cas d'incapacité temporaire ou permanente »*. Peu importe que le soignant ait contracté la maladie sur son lieu de travail ou à l'extérieur, il n'aurait rien à démontrer… C'est le moins que le gouvernement puisse faire !

Mais cette reconnaissance s'est arrêtée aux portes des hôpitaux. Tous les autres salariés comme les caissières, les pompiers, les ambulanciers et les femmes de ménage du privé, ainsi que les aides à domicile et les personnels des Ehpad du privé comme du public, devront prouver qu'ils ont été contaminés sur leur lieu de travail !

Pour nous écrire : Les amis de Convergences – BP 128 – 75921 Paris Cedex 19
e-mail : etincelle25@free.fr